

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

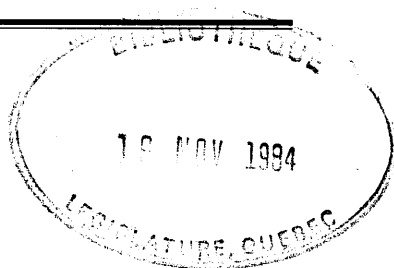
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 223
(Privé)

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

Présentation

**Présenté par
Mme Thérèse Lavoie-Roux
Député de l'Acadie**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

Projet de loi 223

(Privé)

Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal

ATTENDU que la Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée en vertu de l'article 2 du chapitre 43 des lois de 1925, modifié par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1926, par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1950, et remplacé par l'article 2 du chapitre 109 des lois de 1954-1955, à établir et maintenir l'assurance-vie collective et les assurances-vie additionnelles au bénéfice des instituteurs et institutrices laïques et du personnel administratif laïque à l'emploi de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Que cet article 2 édicte une participation obligatoire des instituteurs et institutrices laïques à l'assurance-vie collective;

Que cet article ne prévoit aucunement la possibilité pour les instituteurs et institutrices laïques de cesser de participer à l'assurance-vie collective pendant qu'ils sont à l'emploi de la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Que tout instituteur et institutrice laïque embauché par la Commission des écoles catholiques de Montréal postérieurement au 3 avril 1925 doit obligatoirement participer à l'assurance-vie collective;

Qu'il est opportun de rendre non obligatoire la participation des instituteurs et institutrices laïques et du personnel administratif laïque à l'assurance-vie collective et aux assurances-vie additionnelles, de limiter uniquement la participation aux personnes assurées qui y contribuent le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*), et de permettre à toute personne assurée de cesser d'y participer;

Que l'assurance-vie collective et les assurances-vie additionnelles sont particulières à la Commission des écoles catholiques de Montréal;

Que tout le personnel oeuvrant dans le secteur de l'éducation au Québec bénéficie du régime uniforme d'assurance-vie des employés du secteur public et para-public tel que prévu aux différentes conventions collectives touchant le personnel du secteur de l'éducation;

Qu'il n'existe pas de concordance entre la Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal et le régime provincial d'assurance-vie;

Que la présente loi préserve les droits acquis des employés de la Commission des écoles catholiques de Montréal à son emploi le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*);

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 2 du chapitre 43 des lois de 1925, modifié par l'article 2 du chapitre 46 des lois de 1926, par l'article 7 du chapitre 80 des lois de 1950, et remplacé par l'article 2 du chapitre 109 des lois de 1954-1955, est remplacé par le suivant:

«**2.** La Commission des écoles catholiques de Montréal est autorisée à établir en faveur de ses employés et de ses retraités un régime d'assurance-vie collective.

Seules peuvent y participer les personnes assurées le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*) en vertu de la police #990 émise par l'Alliance, compagnie mutuelle d'assurance-vie. La décision d'une personne de ne plus participer au régime d'assurance-vie est définitive, irrévocable et prend effet à la date déterminée par la Commission.

L'organisation et l'administration du régime d'assurance-vie de même que le choix de l'assureur et la détermination de la contribution d'une personne assurée sont confiés à la Commission qui est autorisée à payer en tout ou en partie, la prime nécessaire. Les montants payés en vertu du régime d'assurance-vie sont insaisissables. ».

2. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).